

APN

Vote du projet de loi sur les partis aujourd'hui

L'Assemblée populaire nationale (APN) retrouve aujourd'hui sa grouille habituelle, à l'occasion d'une plénière dédiée au vote du projet de loi sur les partis politiques. Un vote attendu sans surprise, tant est que les locataires de l'hémicycle Zirout-Youcef n'ont aucunement à l'esprit de remettre en cause ou, du moins gêner la feuille de route du chef de l'Etat, concepteur et artisan des «réformes politiques».

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Députée et secrétaire générale du Parti des travailleurs, Louisa Hanoune devrait s'éveiller à d'autres manières de procéder que de s'essouffler en incantations à l'adresse du chef de l'Etat dont elle a imploré une intervention diligente pour sauver les réformes.

Abdelaziz Bouteflika, sollicité par Hanoune pour légiférer par ordonnance et supplié par la sénatrice Zohra Drif d'ordonner une seconde lecture de la loi portant représentation des femmes dans les assemblées élues, aurait fait savoir qu'il n'entreprendrait rien de tel. La scène partisane de demain est donc entre les mains des députés. Et, au vu de ce qui a été donné à noter lors des débats autour du projet de loi en question, il est quasi certain que la proposition gouvernemen-

ta ne connaîtrait pas, au final, quelques altérations sensibles. Comme souhaité par l'exécutif, l'administration verra son pouvoir de contrôle sur les partis politiques renforcé. Les députés ne semblent pas favorables au système déclaratif en matière de créations de partis politiques. Pourtant, des entités parlementaires, comme celle s'exprimant sous la bannière du MSP, en ont fait la réclamation.

Mais, représentation rachitique, comparativement aux segments FLN et RND, les élus du MSP auront tout le temps de pleurer le triste sort qui leur est fait par ceux avec qui ils étaient censés être leurs alliés.

Aussi le projet de loi sur les partis politiques, grâce à la majorité confortable du FLN et RND, connaîtra, à coup sûr, une issue heureuse.



Photo : Samir Sid.

Surtout en ces moments de fin de législature où les députés, comme les chapelles auxquelles ils sont affiliés, sont préoccupés par les compétitions électorales qui approchent. D'ailleurs, qui s'est inquiété de ce que le ministre de l'Intérieur Daho Ould

Kablia suspend de son seul chef la loi sur les partis politiques en vigueur pour différer l'examen des dossiers d'agrément de partis à l'après-promulgation de la nouvelle loi ? Rares étaient les voix à avoir dénoncé ce fait du prince. Les députés se recrutant dans

l'alliance parlementaire ont tous fait comme si de rien n'était. Et c'est cet esprit parlementaire qui prévaudra lorsque seront soumis au vote, la semaine prochaine, le projet de loi organique relative à l'information et le projet de loi sur les associations. **S. A. I.**

LA LADDH ORAN ET LE SNAPAP DÉNONCENT LE REFOULEMENT COLLECTIF DE MIGRANTS SUBSAHARIENS

Des mamans ont dû abandonner leurs bébés à Oran

Nombreux sont les Subsahariens africains qui séjournent à Oran, ville de transit, avant de rejoindre d'autres destinations. Ces jours-ci, plusieurs cas de refoulement ont été signalés, ce qui a alerté les membres de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme, à Oran. Ces refoulements collectifs sont qualifiés de non-respect de la loi «aggravé par le fait qu'il y a eu séparation des enfants et de leurs familles. Les enfants sont restés à Oran, après un passage au sein du siège de la Sûreté de wilaya d'Oran et se trouvent aujourd'hui en situation de danger puisque éloignés de leurs parents qui ont été acheminés comme du bétail vers la ville de Tamanrasset», peut-on lire dans un communiqué émanant de la LADDH Oran.

Amel Bentolba - Oran (Le soir) - Ils seraient 14 femmes et une centaine d'hommes à avoir été refoulés durant le mois de novembre. Les enfants, eux, ont été laissés par leurs mères à Oran car craignant pour leur vie et leur santé à cause des conditions dures et inhumaines de leur transfert.

Un abandon qui ne s'est, d'ailleurs, pas déroulé sans grande peine et même contre la volonté des autorités locales, nous dit-on au niveau du Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (Snapap). «Sommées de monter dans «le panier à salade», quatre mères subsahariennes dans la douleur la plus extrême décident d'abandonner leurs progénitures, Jouana âgée de 9 jours seulement, Van Winter 8 mois, M'Bang Brayane 10 mois, Amed 5 mois, sur le parterre glacé des geôles au sous-sol du

commissariat central d'Oran, un supplice et un sacrifice pour ces mamans pour sauver leurs enfants. Cette effroyable scène s'est produite le 24 novembre 2011 à la direction de la Sûreté de wilaya d'Oran.»

Le jour de leur transfert à Mostaganem, première étape du refoulement, les quatre mères avaient refusé d'être embarquées avec leurs bébés, souhaitant leur éviter une mort certaine puisque «une fois aux frontières, les migrants sont systématiquement lâchés et abandonnés sans ressources dans le néant du désert», lit-on dans un communiqué du Snapap.

Les mères ont menacé de se suicider si on les obligeait à prendre leurs bébés avec elles, c'est ainsi que les bébés sont restés et ont été récupérés par des Subsahariens pas encore concernés par le refoulement. Toujours selon le Snapap, les

mamans ont quitté le camp de rétention d'In Salah pour Tamanrasset et ceci après avoir effectué le trajet Oran-Mostaganem-Relizane-Tiaret-Laghout-Ghardaïa-In Salah.

Le 4 décembre, elles sont arrivées à Tamanrasset avec une soixantaine de migrants. Le Snapap considère cette situation comme une violation de la convention relative aux droits de l'enfant et d'ajouter : «L'Etat a failli à assurer à l'enfant la protection et les soins nécessaires à son bien-être. Le refoulement se passe dans des conditions inhumaines.»

La LADDH Oran tient à dénoncer les conditions dans lesquelles se sont effectuées certaines arrestations «qui se sont dérou-

lées alors que les personnes avaient accouché, cas de M^{me} Michelle Gono qui a été arrêtée à l'hôpital d'Oran, une journée seulement après qu'elle eut accouché et qui a séjourné avec son bébé d'un jour dans les cachots du siège de la Sûreté de wilaya».

Citant également le cas de M^{me} Aminattou Diolo qui devait, selon la LADDH, soigner son bébé de 5 mois et qui a été arrêtée et embarquée avant même que son enfant reçoive les soins.

La LADDH considère tous ces actes contraires à la loi 08/11 du 25 juin relative aux conditions d'entrée, de séjour et de circulation des étrangers en Algérie et qui sont contraires aux affirmations faites par le représentant permanent de l'Algérie auprès

des Nations unies à Genève.

Tout en demandant le blocage de ces refoulements, la LADDH revendique l'élargissement de la couverture sanitaire à ces personnes. Et d'ajouter : «La vie humaine et le respect des droits de la personne humaine ne dépendent ni de la situation sociale des personnes ni de la couleur de leur peau et encore moins de la couleur de leur passeport.»

La LADDH et le Snapap exigent le retour des quatre mères auprès de leurs bébés ainsi que la pénalisation et la condamnation des agents de l'Etat à toute pratique policière discriminatoire de contrôle et d'arrestation au faciès.

A. B.

APRÈS TROIS SEMAINES DE CAPTIVITÉ Le médecin kidnappé à Béni-Aïssi libéré

(Suite de la page 1)

Le médecin, qui a retrouvé sa famille après 20 jours de captivité, affiche une bonne forme, selon ses proches. C'est avec un grand soulagement que la nouvelle a été accueillie à Béni-Aïssi, où le cardiologue est très estimé.

Une procession de citoyens affluant des quatre coins de la commune est d'ailleurs venue témoigner sa sympathie à la famille de la victime après la libération de cette dernière.

Il s'agit de la 65^e personne enlevée en Kabylie

depuis un peu plus de trois ans. Le président de l'APC de Béni-Aïssi, que nous avons joint par téléphone, a affirmé que le docteur Djellal est en bonne santé si ce n'est la fatigue générée par plusieurs jours de séquestration.

Toujours selon notre interlocuteur, le médecin, qui n'a pas été maltraité lors de sa séquestration, ignore, toutefois, le lieu de sa détention, les ravisseurs ayant pris le soin de lui bander les yeux au moment de son enlèvement.

G. Kahina